

Mxxxxxxx XXXXXXX  
ENSA de .....

## ANNEXE 2

Paris, le

Secrétariat général

Service des  
ressources humaines

Affaire suivie par :  
bureau du dialogue  
social et de  
l'expertise statutaire

Postes :

Référence :  
SG/SRH2/SDS/2013

182, rue Saint-Honoré  
75033 Paris Cedex 01  
France

**Objet :** mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative aux agents contractuels – 2<sup>ème</sup> volet : l'accès à l'emploi titulaire.

*La présente décision annule et remplace celle ayant le même objet remise le 7 février 2013.*

Madame,

Vous avez reçu un courrier de la part de XXX vous informant de votre éligibilité ou inéligibilité à la CDIisation. Si vous n'avez pas reçu ce courrier, je vous invite à vous rapprocher de votre bureau chargé des ressources humaines qui gère votre situation individuelle.

La loi citée en objet, prévoit également un accès réservé à l'emploi titulaire pour les agents contractuels de droit public justifiant de certaines conditions. Ce plan sera mis en œuvre sur une période de quatre années (mars 2012-mars 2016), pendant laquelle le ministère de la culture et de la communication organisera des recrutements réservés<sup>1</sup> valorisant les acquis professionnels.

Dans l'immédiat, le présent courrier a pour objet de vous informer de votre éligibilité ou inéligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire, établie au vu des éléments en ma possession.

La loi a fixé des **critères cumulatifs** pour être éligible :

- avoir été en fonction le 31 mars 2011, ou entre le 1er janvier et le 31 mars 2011,
- et avoir, sur cette même période, occupé un emploi en qualité d'agent contractuel de droit public pour une quotité de temps de travail égale ou supérieure à 70% d'un temps complet<sup>2</sup>,
- et être dans l'une des trois situations suivantes :
  - a) bénéficiaire déjà d'un CDI avant le 13 mars 2012 (date de publication de la loi) ;
  - b) ou bénéficiaire de la transformation de votre contrat en CDI comme le prévoit la loi et selon ce que votre employeur vous a indiqué dans son courrier ;
  - c) ou justifier de 4 ans de services effectifs<sup>3</sup> en équivalent temps plein auprès du même employeur. Ces quatre années doivent avoir été accomplies :
    - au cours des six années précédant le 31 mars 2011 ;
    - ou au cours des cinq années précédant le 31 mars 2011 pour les agents recrutés sur le fondement du dernier alinéa de l'article 3 ou de

l'article 6-2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (avant sa modification issue de la loi du 12 mars 2012), c'est-à-dire pour assurer le remplacement momentané de fonctionnaires ou pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier ou occasionnel ;

- ou au plus tard, à la date de clôture des inscriptions au recrutement réservé pour les agents recrutés sur le fondement de l'article 4 ou de l'article 6-1 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (avant sa modification issue de la loi du 12 mars 2012). Deux ans au moins devront avoir été accomplis au cours des 4 années précédant le 31 mars 2011.

Au vu des informations établies par votre employeur, j'ai l'honneur de vous informer que vous remplissez les conditions pour vous présenter à un recrutement réservé qui pourrait être organisé dans l'un des corps ouverts dans la **catégorie X**.

Il vous appartient de déterminer le recrutement réservé dans lequel vous souhaitez faire acte de candidature. Pour mettre toutes les chances de réussite de votre côté, il vous est vivement conseillé de choisir le corps de fonctionnaires dont les missions prévues par ses statuts particuliers sont les plus proches des fonctions et des compétences que vous exercez. A titre indicatif, et pour vous aider dans ce choix, il semble que les fonctions que vous exercez puissent relever du corps des secrétaires de documentation. Je vous précise, cependant, que la liste des corps ouverts aux recrutements réservés n'est à ce jour pas arrêtée.

Ce courrier vaut **admission à concourir**. Il ne vaut pas inscription : il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration dans l'arrêté d'ouverture des futurs recrutements réservés.

Par ailleurs, si vos fonctions ont évolué depuis le 31 mars 2011, ou qu'elles évoluent d'ici l'organisation du recrutement réservé que vous aurez choisi, sachez que l'ancienneté exigée de quatre ans s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Aussi, si vous exercez des fonctions relevant d'un autre niveau hiérarchique -il s'agit d'une modification ayant fait l'objet d'un nouveau contrat avec votre employeur- vous êtes susceptible de vous présenter à un recrutement relevant d'une catégorie autre que celle précisée plus haut. Dans ce cas, votre situation serait étudiée lors de votre inscription.

Enfin, sachez que l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux.

Le recours gracieux<sup>4</sup> est à déposer, dans les deux mois maximum suivants la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture et de la communication (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75033 Paris cedex 01). Vous voudrez bien en adresser copie à l'employeur auprès duquel vous étiez en fonction le 31 mars 2011 et qui a établi l'extrait de vos services. A toutes fins utiles, vous trouverez un formulaire sur la page « Sémaphore »<sup>5</sup> dédiée à la loi, il peut vous

aider à formuler votre recours. Si vous n'avez pas accès à l'intranet « Sémaphore », contactez la structure en charge des ressources humaines de votre service, il vous transmettra le formulaire.

Vous adresserez en complément de votre recours tout document justifiant un réexamen de votre situation. Je vous précise que le SRH se rapprochera de votre service ou établissement employeur avant de statuer. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

Le recours contentieux est à former devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Outre le calendrier des recrutements, vous trouverez sur « Sémaphore », ou auprès de la structure en charge des ressources humaines de votre service, l'ensemble des informations relatives aux conditions générales à remplir pour accéder à la fonction publique, les statuts particuliers des corps de fonctionnaires du ministère, un simulateur de classement/rémunération dans ces corps et des éléments relatifs à la retraite.

Je vous prie d'agréer, Mxxxxxx, l'expression de ma considération distinguée.

Le sous-directeur des politiques de  
ressources humaines et des relations  
sociales,



Christian NEGRE,

- 1- Les recrutements réservés prendront la forme de recrutements sans concours (catégorie C), d'examens professionnalisés (catégorie B) et de concours réservés (catégorie A).
- 2- Cette condition ne concerne pas les agents recrutés sur le fondement de l'article 4 de la loi n°84-16 qui sont réglementairement recrutés à temps complet (le temps partiel est une modalité d'exercice d'un temps complet).
- 3- Les services accomplis à temps partiel et à temps incomplet correspondant à une durée supérieure ou égale à un mi-temps sont assimilés à des services à temps complet ; les services accomplis à temps incomplet ou à temps non complet correspondant à une durée inférieure au mi-temps sont assimilés aux trois quarts du temps plein.
- 4- En droit administratif français, le recours gracieux s'adresse à l'autorité administrative qui a pris la décision, c'est un recours administratif que peuvent exercer les administrés contre une décision prise par une autorité administrative. Il s'agit d'une demande de réexamen du dossier par l'administration qui se distingue donc du recours contentieux qui est, lui, formé devant le juge administratif. Le recours administratif doit être adressé dans les deux mois suivants la remise en main propre de ce courrier.
- 5- <http://semaphore.culture.gouv.fr/web/voir-aussi/securisation-parcours-professionnels>